

*[Text]*

to a number of steps to bring about regional peace and ease internal conflicts, there was some initial progress towards compliance in all countries. But I think since January 1988, since the summit of Central American presidents, it is fair to say further progress towards full compliance has halted in all but Nicaragua, despite the pledge made at the time of the summit of immediate compliance by all parties. I think it is important to note the dismantling of the international commission for verification and follow-up at that time, leaving no extra-regional body to supervise the implementation of the peace agreement for the time being.

• 0955

Since the January summit, the state of emergency has been lifted in Nicaragua. There has been a commitment to a general amnesty; wartime tribunals have been dismantled; face-to-face talks with the Contra opposition have been initiated and, as I am sure you are aware, these continued on the weekend in Managua with significant progress towards formalizing a temporary cease-fire and working towards a permanent end to the fighting.

While the objectives of the Esquipulas accords have not yet been fully achieved in any of the countries, the process survives and hope remains. Since the accords were signed the ICCHRLA has strongly encouraged the Canadian government to support the accords as energetically as possible. They have suggested that Canadian support for the peace accords should take not only diplomatic and technical but economic forms, and have argued once again that Canada has the responsibility of attempting to influence, directly and publicly, the U.S. relationship to the accord—to encourage its compliance with the agreements.

I think in that context it is necessary to note the continued hostility of the Reagan administration towards the peace accords as evidenced by the continuation of aid to the Contra, the refusal to initiate direct U.S.-Nicaragua talks despite earlier commitments to do so once dialogue had been established between the Nicaraguan government and the Contra forces, the recent tightening of the economic embargo against Nicaragua, and the fact that there are credible reports that during the March fighting between the Nicaraguan army and the Contra forces along the Honduran border the United States pressured Honduras to bomb Nicaraguan military positions far inside Nicaragua, pressure that Honduras fortunately resisted.

ICCHRLA has also welcomed Canadian moves taken to date to support the peace process and have welcomed the public support for the accords, the visits by External Affairs officials and the Secretary of State to the region, the concrete advice that has been offered in the design of

*[Translation]*

présidents des cinq différents pays se sont engagés à adopter différentes mesures destinées à promouvoir la paix dans la région et à apaiser les conflits internes, certains progrès ont été réalisés. Cependant, depuis janvier 1988, date du Sommet des présidents d'Amérique centrale, il est juste de dire que d'autres progrès en vue de l'application des mesures ont été freinés dans tous les pays sauf au Nicaragua, en dépit du fait que toutes les parties s'étaient engagées au Sommet à appliquer immédiatement les dispositions de l'accord. Il est important de noter le démantèlement de la commission internationale chargée de la vérification et du suivi, ce qui ne laisse aucun organisme extérieur à la région pour surveiller l'application de l'accord de paix à l'heure actuelle.

Depuis le Sommet de janvier, l'état d'urgence a été levé au Nicaragua. Le pays s'est engagé à appliquer l'amnistie générale, les tribunaux de guerre ont été démantelés, des discussions directes avec les Contras ont eu lieu et comme vous le savez sans doute, ces discussions se sont poursuivies au cours du week-end à Managua; les progrès ont été importants et on permis de mettre au point un cessez-le-feu temporaire et de réaliser des progrès en vue d'un règlement permanent des hostilités.

Même si les objectifs des accords d'Esquipulas n'ont pas encore été pleinement réalisés dans aucun des différents pays, le fait est que de tels accords existent et que l'on peut continuer à espérer. Depuis la signature de ceux-ci, le Comité interéglise sur les droits humains en Amérique latine a encouragé fortement le gouvernement canadien à appuyer ceci avec toute la vigueur possible. Le gouvernement canadien devrait appuyer ces accords de paix par des initiatives non seulement diplomatiques mais techniques et économiques; de plus le Canada doit, nous l'avons déjà dit, essayé d'influencer directement et publiquement les États-Unis et encourager ce pays à se conformer aux dispositions de l'entente.

Dans ce contexte il est nécessaire de signaler l'hostilité continuelle de l'administration Reagan face à ces accords de paix comme en témoigne l'aide que ce pays continue à offrir aux Contras, le refus d'entamer des discussions directes avec le Nicaragua en dépit du fait qu'il s'était engagé à le faire dès que le dialogue aurait été établi entre le gouvernement du Nicaragua et les Contras, le resserrement récent de l'embargo économique contre le Nicaragua et les rapports dignes de foi selon lesquels, au cours des combats de mars entre le Nicaragua et les Contras le long de la frontière du Honduras, les États-Unis ont exercé des pressions sur le Honduras pour qu'il bombarde les positions militaires du Nicaragua bien à l'intérieur de ce pays, pressions auxquelles le Honduras a résisté fort heureusement.

Le Comité interéglise appuie également les mesures prises par le Canada en vue d'appuyer le processus de paix et est heureux de voir que le Canada appuie les accords, que les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Secrétariat d'État se sont rendus dans la